



**CYCLE DE CONFÉRENCES  
SUR LES RELATIONS ENTRE ISRAËL ET L'AFRIQUE DU SUD**

*Organisé par le CETIM et l'IUED*

Titre de la conférence:

**Quels ont été et sont les degrés de coopération militaire, économique et politique  
entre Israël et l'Afrique du Sud ?**

13 mai 2004

Titre de l'intervention:

**Le développement des relations politiques et  
économiques entre Israël et l'Afrique du Sud**

Par Alhadji Bouba NOUHOU<sup>1</sup>

Tout d'abord, qu'il me soit permis de remercier les organisateurs de cette rencontre. C'est un grand plaisir de se retrouver dans cette magnifique ville de Genève.

L'analyse des relations israélo-sud africaines a souvent été passionnelle souvent vindicative en raison du caractère ségrégationniste du régime sud-africain. De ce fait, les chercheurs ont préféré détourner pudiquement les yeux plutôt que de les étudier.

Pourtant, les relations israélo-sud-africaines sont, selon le journal israélien *Haaretz*, parmi les plus importantes pour Israël. Excepté les États-Unis, aucun autre État n'a entretenu des rapports aussi étroits avec l'État hébreu<sup>2</sup>. Quels que soient les problèmes éthiques et moraux posés par ces relations, il convient de les analyser et de voir les éléments constituant le soubassement et ces relations, sous deux aspects : communautaire et stratégique.

Selon certains chercheurs, l'immigration juive en Afrique du Sud, en Rhodésie du Nord (Zambie) et en Rhodésie du Sud (Zimbabwe) remonterait aux pogroms russes de 1880. En 1911, l'Afrique du Sud comptait 50 000 juifs. Cependant, ce sont les Britanniques qui, après la Seconde Guerre mondiale, vont installer des milliers de réfugiés juifs polonais en Rhodésie du Nord (Zambie) :

*« Ils sont arrivés avec peu de moyens matériels et financiers mais avec une grande motivation découlant de leur statut de réfugiés économiques, politiques et religieux qui n'ont nulle part où aller »<sup>3</sup>.*

<sup>1</sup>. Chercheur associé au CERMAM (Bordeaux-3), auteur notamment d'*Israël et l'Afrique, une relation mouvementée*, Paris, Karthala, 2003.

<sup>2</sup>. Marcus Jonathan « Sharon's End », *Haaretz*, 1<sup>er</sup> octobre 1982, p. 5.

<sup>3</sup>. Hugh Mac Millan and Frank Shapiro, *Zion in Africa : The Jews of Zambia*, Londres et New York, IB Tauris in Association with the Council for Zambia Jewry, 1999, p. 39 ; *Africa Studies Review*, vol. 44, n°1, avril 2001, pp. 159-160.

En Afrique australe, ils s'investiront dans le commerce tout en subissant l'antisémitisme des colons blancs déjà installés. Dans l'esprit ségrégationniste de l'époque, certains considèrent alors les Juifs comme une population « non-blanche » qui occupe une position « intermédiaire entre les Blancs et les Noirs »<sup>1</sup>.

Par ailleurs, selon Léo Marquard, la découverte de l'or et du diamant a contribué à l'installation des Juifs dans le pays, leur permettant de participer activement à l'industrie et au commerce. Bien que restant isolés du reste de la population, ils faisaient partie de régime blanc tout en demeurant en grande partie sionistes<sup>2</sup>. Et dans les années 1950, le dixième de la population de Johannesburg et de Cap Town était juif<sup>3</sup>.

Les Juifs sud-africains furent de fervents supporters du mouvement sioniste et de l'État d'Israël<sup>4</sup>. Citant F. H. Kisch, Nathan Weinstock note que dès les premières années du mandat britannique, « *les dirigeants blancs d'Afrique du Sud et de Rhodésie multiplient leurs marques de sympathie envers le sionisme. Ils comprennent que le mouvement ouvrier sioniste est un formidable bastion contre la révolution au Moyen-Orient* »<sup>5</sup>.

Et l'auteur d'expliquer ainsi les rapports israélo-sud-africains :

« *Les relations israélo-Afrique du Sud se justifient non seulement parce que les deux pays ont des projets nucléaires, mais aussi à cause de l'intérêt commun qu'ils ont sur le continent africain et de leurs rapports avec l'Occident : Pretoria et Tel-Aviv craignent de perdre l'appui des puissances occidentales. D'où la volonté de se constituer un bouclier atomique autonome. Cette identité de vues (...) avait déjà été reconnue durant les premières années de l'État juif par Ben Gourion et Malan, premier chef d'État à visiter l'État hébreu* »<sup>6</sup>.

L'auteur considère aussi que la prospère communauté juive d'Afrique du Sud est un des principaux bailleurs de fonds du mouvement sioniste. Israël, désireux de disposer de ces apports de capitaux, doit se concilier les bonnes-grâces des autorités de Pretoria, de crainte qu'elles ne bloquent le transfert des collectes. Ainsi, durant la guerre des Six Jours, l'Afrique du Sud a autorisé la sortie du produit des quêtes en faveur d'Israël : 18 millions de rands, soit l'équivalent de 2 743 903 euros. Tel-Aviv a consenti, en échange, à investir partiellement cette somme en fonds publics sud-africains.

Quant au colonel Kagan, il écrit :

---

1. Hugh Mac Millan and Frank Shapiro, *ibid.*, pp. 159-160.

2. Leo Marquard, *The Peoples and Politics of South Africa*, New York, Oxford University Press, 1969, p. 235.

3. Andre Ungar, « The Abdication of a Community », *Africa South*, III, Jenuary-March, 1959, pp. 29-30.

4. Michael Brecher, *op. cit.*, pp. 233-234.

5. Kish F. H., *Palestine Diary*, Londres, 1938, cité par Nathan Weinstock, *Le Sionisme contre Israël*, Cahiers libres 146-147-148, Paris, François Maspero, 1969, p. 161.

6. Nathan Weinstock, *Ibid.*, p. 515.

« Lors de la guerre d'indépendance, l'Afrique du Sud semblait nous offrir des chances de succès plus rapide : des centaines de volontaires juifs y harcelaient les délégués de la Hagana. Ils étaient prêts à partir immédiatement pour la Palestine »<sup>1</sup>.

Il apparaît donc que la relation entre la communauté juive sud-africaine et Israël est, plus que dans d'autres communautés de la Diaspora, très affirmée. Mais, entre les deux États, les rapports sont aussi stratégiques.

## I- DES INTERETS STRATEGIQUES COMMUNS

Rien-là d'une coïncidence : les dirigeants sud-africains et israéliens établissent un parallèle entre l'histoire et la situation géopolitique de leur pays respectif. Le mois de mai 1948 apparaît à cet égard comme une date symbolique : du côté israélien, il marque l'avènement de l'État hébreu, son indépendance arrachée aux Britanniques ; en Afrique du Sud, il sanctionne aussi la fin de la « domination britannique » et la création d'un gouvernement afrikaner sous l'autorité de Daniel Malan.

Sur le plan international, ces deux événements sont d'autant plus significatifs qu'ils marquent la naissance de deux États « pro-occidentaux », ou se voulant comme tels dans des régions non occidentales : l'Afrique noire et le Proche-Orient.

Selon Samuel Huntington, en Afrique du Sud, les colonies - germaniques, françaises et britanniques - ont apporté avec elles des éléments de la culture occidentale. En 1949, le pays est considéré aussi bien par les Sud-Africains (blancs) que par les intellectuels occidentaux comme un État européen. C'est après l'instauration du système d'apartheid que le pays perdra sa réputation dans l'élite occidentale, alors que les blancs sud-africains, du fait de leur culture, continueront à considérer leur État comme occidental<sup>2</sup>.

Autrement dit, c'est l'idéologie dominante - celle de l'élite dirigeante et non de la majorité - qui détermine l'appartenance culturelle de l'État en dépit de sa situation géographique. C'est pour la même raison que les Arabes considèrent Israël comme un État occidental.

Vers la fin des années 1940, une certaine amitié naît entre le général Jan Christiaan Smuts<sup>3</sup>, Premier ministre sud africain, et Chaï m Weizmann, ancien président de l'Organisation sioniste et premier président d'Israël.

---

<sup>1</sup>. Colonel B. Kagan, *Combat secret pour Israël*, Paris, Éditions H, 1962, pp. 76-77.

<sup>2</sup>. Samuel Huntington, *The Clash of Civilization and the Remake of World Order*, Londres, Touchstone Books, 1996, pp. 47 : 95.

<sup>3</sup>. Jan Christiaan Smuts (1870-1950) a œuvré activement pour la création de la SDN, puis de l'ONU. Sympathisant de la cause sioniste, il contribua à la rédaction de la version définitive de la déclaration Balfour et du mandat britannique sur la Palestine. Il intervint aussi pour exiger du gouvernement britannique que celui-ci respecte ses engagements à l'égard de la direction sioniste en Palestine ; *Sionismes, textes fondamentaux, op. cit.*, p. 954.

Ce qui les unit, c'est la convergence de vues sur leur situation respective : Israël fait face à l'hostilité arabe et l'Afrique du Sud doit contenir celle des Noirs<sup>1</sup>. En juin 1953, la visite en Israël de celui que certains surnomment le « Moïse des Afrikaners »<sup>2</sup>, c'est-à-dire le Premier ministre sud-africain Daniel François Malan, renforcera cette amitié. Durant ladite visite, le leader sud-africain, après avoir déclaré que la conscience qu'ont les juifs de « leur race » les aidera à comprendre et à respecter le sentiment identique qu'éprouvent les autres communautés<sup>3</sup>. Daniel Malan promet de continuer d'apporter son aide militaire à l'État hébreu comme l'Afrique du Sud l'avait fait durant la guerre d'indépendance d'Israël<sup>4</sup>.

Pour faire face à l'opposition noire, les blancs sud-africains contrôlent 87 % du territoire, les espaces réservés aux Noirs (13 %) représentent des réserves de mains d'œuvre. Cependant, si l'Afrique du Sud privilégie la domination, l'État hébreu lui choisi à cette date, l'expulsion, voire la négation : « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » disait Israël Zangwill. D'ailleurs même Golda Meir avait dit que « les Palestiniens n'existaient pas ».

1- Dans les deux pays, l'équipe dirigeante est liée à l'Occident et considère l'Histoire occidentale « faite de progrès » et de « civilisation » comme signe distinctif de leur État dans un espace géographique non-occidental.

2- Les deux pays s'approprient la terre, pour « l'exploitation matérielle », en ce qui concerne l'Afrique du Sud ; pour « imprimer une identité », concernant Israël.

Pour les Arabes sans « l'aide occidentale », et notamment américaine, Israël ne survivrait pas. En Afrique du Sud aussi l'ANC considérait que sans l'aide occidentale, le régime ne pouvait survivre.

En fait Israël se considère comme un État occidental, dans un Moyen-Orient arabe de même que l'Afrique du Sud, jusqu'aux années 1970, était considérée comme un État occidental entouré des États hostiles d'Afrique noire.

### **Et la coopération entre les deux pays fut intense dans tous les domaines.**

---

<sup>1</sup>. Kunirum Osia, *Israel, South Africa and Black Africa: A Study of the Primacy of the Politics of Expediency*, Washington, University Press of America, 1981, p. 3.

<sup>2</sup>. L'expression « Moïse des Afrikaners » a été utilisée pour désigner Daniel Malan (voir Edwin S. Munger, *Afrikaner and African Nationalism : South African Parallels and Parameters*, Londres, 1967, p. 63.) La même expression sera utilisée par le rabbin sud-africain Arthur Super pour rendre hommage au Premier ministre sud-africain Verwoerd, assassiné en septembre 1966 (*Rand Daily Mail*, 12 septembre 1966).

<sup>3</sup>. Richard P. Stevens and A.M. Elmessiri, *Israel and South Africa : the Progression of a Relationship*, New York, New World Press, 1976, pp. 22-60 ; Kunirum Osia, *Israel South Africa...*, *op. cit.*, p. 3.

<sup>4</sup>. Festus Ugboaja Ohaegbulam, « South Africa and Israel in the Context of Southern Africa Politics », *The Western Journal of Black Studies*, vol III, n° 1, printemps 1979, p. 21 ; Henry Katzew, « Jews in the Land of Apartheid », *Midstream*, vol VIII, n° 4, décembre 1962, p. 68.).

En 1961, l'Assemblée générale de l'ONU vote une résolution pour sanctionner la politique ségrégationniste de l'Afrique du Sud. Israël est confronté à un dilemme. Ses propres intérêts, ceux bien compris des Juifs sud-africains, seraient de condamner l'apartheid et de s'allier aux Noirs. Le choix de l'attitude à adopter va faire l'objet d'un violent débat à la Knesset (le Parlement israélien).

Voici ce dit David Ben Gourion :

*« Jusqu'à 1960, Israël a refusé de condamner le régime d'apartheid pour éviter aux Juifs sud-africains de subir les conséquences de cette condamnation. Mais, après 1960, Israël a changé de position. Il a condamné le régime d'apartheid parce qu'il ne voulait pas en tant qu'État s'aliéner le soutien des États afro-asiatiques (les non-alignés) »*, note le Premier ministre israélien. Et David Ben Gourion de poursuivre :

*« Nous savons que le gouvernement sud-africain n'en voudra pas aux Juifs sud-africains, mais à l'État d'Israël. Si la vie des Juifs sud-africains était en danger, nous nous serions abstenus »*<sup>1</sup>.

En Afrique du Sud, la communauté juive était bien représentée dans la sphère politique : elle comptait, en 1972, 4 membres du Parlement, 12 membres du conseil provincial et 20 maires<sup>2</sup>. C'est pourquoi Ben Gourion s'inquiète qu'une condamnation ferme de l'Afrique du Sud ravive l'antisémitisme des dirigeants sud-africains.

Mais la coopération étroite entre Israël et le régime de Pretoria<sup>3</sup>, l'accord militaire entre Tel-Aviv et la Rhodésie<sup>4</sup> sont autant de facteurs qui poussent les États africains à considérer que l'État hébreu a pris fait et cause pour le régime sud africain.

Bon nombre d'observateurs ont qualifié l'alliance israélo-sud-africaine, d'unique en son genre, puisqu'elle se place par son importance tout juste derrière celle qui unit les États-Unis à Israël. Elle dépasse en effet largement celle qui liait l'État juif et la France dans les années 1950.

Pour expliquer cette alliance, les dirigeants sud-africains n'hésitent pas à dresser un parallèle entre leur histoire et celle de l'État hébreu. En août 1973, de retour d'une visite officielle d'Israël, le général Hendrik Van Den Bergh, chef du service secret sud-africain Boss déclare :

*« J'ai apprécié cette visite et j'ai informé le premier ministre que tant qu'Israël est là, nous avons de l'espoir. Et, si Israël était détruit, que Dieu nous en garde, l'Afrique du Sud serait aussi en danger de disparition »*<sup>5</sup>.

<sup>1</sup>. Michael Brecher, *The Foreign Policy System of Israel*, op. cit., p. 234.

<sup>2</sup>. *American Jewish Yearbook*, vol. 73, 1972, p. 581.

<sup>3</sup>. *Davar*, 24 mai 1977.

<sup>4</sup>. *Ba Mahaneh* (organe officiel de l'armée), 25 mai 1977.

<sup>5</sup>. Cité par Zdenek Cervenka et Rogers B., *The Nuclear Axis*, New York, Times Books, 1978, p. 187.

Les Afrikaners se sont toujours référés au sionisme<sup>1</sup>. La presse sud-africaine *Die Transveler*, par exemple, se demande s'il y a une différence entre les méthodes utilisées par les Israéliens pour se maintenir dans une région non juive et hostile et celles des Afrikaners pour arriver aux mêmes fins<sup>2</sup>. D'autres affirment que les Israéliens sont le peuple élu : c'est pourquoi ils ne veulent pas se mélanger à autre peuple, tout comme les Afrikaners refusent de se mêler aux Noirs d'Afrique du Sud<sup>3</sup>.

Pourquoi cette identification avec Israël, alors que certains leaders sud-africains sont des antisémites notoires ?

En fait, après la guerre de Suez (1956), les Sud-Africains vont considérer qu'en tant que mouvement nationaliste, la légitimité politique du sionisme est tout aussi valable que celle des Afrikaners<sup>4</sup>. Cette vision fonde deux perspectives stratégiques complémentaires.

## II- SUR LE PLAN POLITIQUE

Rappelons qu'en 1952, le Premier ministre sud-africain Malan se disait déjà prêt à coopérer avec l'OTAN et le *Commonwealth* dans le cadre du *Middle East Command*<sup>5</sup>. Selon lui, il fallait arrêter l'ennemi (c'est-à-dire l'URSS), avant qu'il ne s'implante au Moyen-Orient et n'envahisse l'Afrique via l'Égypte.

Or, Israël aussi se voulait aussi à l'avant-garde de la lutte contre le communisme au Moyen-Orient : il se déclarait prêt à « stocker » l'armement Américain et à devenir « une réserve stratégique de produits de base qui resterait propriété américaine, mais qu'Israël pourrait utiliser selon ses besoins ». C'est en tout cas la teneur de la lettre de Moshé Sharett, alors ministre israélien des Affaires étrangères, au secrétaire à la Défense George Marshall, datée du 23 décembre 1950<sup>6</sup>.

Autrement dit, l'Afrique du Sud, tout comme Israël, se voulait un rempart de l'Occident dans sa lutte contre les Soviétiques qui, à l'époque, agissent notamment par le biais de l'Égypte.

---

1. *South African Scope*, vol. II, n° 6, juin 1959.

2. Hyman Lumer « Israel and Africa », *Political Affairs : Journal of Marxist Thought and Analyses*, novembre 1971, p. 23.

3. Henry Katzew « Jews in the Land of Apartheid », *Midstream* vol VIII, n° 4., décembre 1962, p. 73 ; Kurinum Osia, *Israel, South Africa and Black Africa : A Study of the Primacy of the Politics of Expediency*, University Press of America, 1981, p.16.

4. Jitendra Mohan, « South Africa and the Suez Crisis », *International Journal*, vol. XVI, n° 4, automne 1961, p. 339.

5. Après la crise de Corée (1950), les Américains entendaient mobiliser tout le Moyen-Orient contre l'URSS, en associant les Etats de la région dans un pacte régional dirigé par les Etats-Unis, et la Grande-Bretagne et incluant l'Égypte et peut-être l'Irak deux pays proches, à l'époque de la Grande-Bretagne. Le projet porte le nom de Middle East Command (en octobre 1951), puis devient Middle East Organisation en juin 1952. L'adhésion d'Israël à ce projet est encouragée aussi bien par les Israéliens que par les Américains. Le coup d'Etat survenu en Égypte en juillet 1952 va le remettre totalement en cause et renforcer le sentiment anti-occidental des Arabes et leur intransigeance à l'égard d'Israël.

6. Camille Mansour, *Israël et les Etats-Unis ou les fondements d'une doctrine stratégique*, Paris, Armand Colin, 1995, pp. 43-44.

Compte-tenu de l'importance stratégique de cette partie de l'Afrique, Ben Gourion demande aux États-Unis des crédits pour financer l'aide qu'il accorde aux Africains afin de lutter contre le communisme. Et il exige de pouvoir utiliser ces fonds comme bon lui semble<sup>1</sup>.

Mais pour cela, Israël cherche à devenir un pont entre les pays en voie de développement et les pays développés. Et cela exige le renforcement de l'État juif, qui doit se doter d'une puissance capable de tenir à distance les Arabes, notamment ceux qui se battent directement contre lui. C'est cette stratégie de puissance que retiendront les Sud-Africains.

Se considérant, en tant qu'État occidental, en danger face aux États africains, le premier ministre sud-africain Balthazar Johannes Vorster déclare qu'aucune nation ne peut se permettre de mettre son avenir entre les mains d'une majorité hostile : mieux vaut se battre<sup>2</sup>.

L'État hébreu va essayer de vendre cette « mission » aux États-Unis, en la décrivant comme une lutte contre l'infiltration du communisme en Afrique.

Cette stratégie est défendue au plus haut niveau, comme le note, le 10 février 1968, le quotidien israélien *The Jerusalem Post*, qui mentionne la demande adressée par l'Association pour l'amitié israélo-sud-africaine au gouvernement israélien de renforcer ses relations avec l'Afrique du Sud.

Parmi les membres de ladite association figurent Menahem Begin (futur Premier ministre de 1977 à 1983), Eliezer Shostak (ministre de la Santé sous Begin), Shmuel Tamir (ministre de la Justice toujours sous Begin). L'argument est tout trouvé : Israël et l'Afrique du Sud font parties des rares États démocratiques du monde<sup>3</sup>.

Et, pour le général Rafael Eitan, Israël pourrait même s'inspirer de la politique sud-africaine des bantoustans pour régler ses problèmes dans les territoires<sup>4</sup>. En janvier 1968, les deux pays signent un traité d'amitié<sup>5</sup>.

Mais, l'évolution dramatique du conflit au Proche-Orient, et notamment la guerre d'octobre 1973, va provoquer une rupture en chaîne des relations diplomatiques entre les pays africains et Israël<sup>6</sup>.

1. Maxime Rodinson, *Israël et le refus arabe, 75 ans d'histoire*, Paris, Editions du Seuil, 1968, p. 124.

2. Sulzberger C.L., « Strange non Alliance », *New York Times*, 30 avril 1971, p. 39.

3. Karny Y., Dr. Shekel and Mr. Apartheid", *Yediot Aharonot*, 13 mars 1983; Benjamin Beit-Hallahmi, *The Israeli Connection : Whom Israel arms and Why*, Londres, I.B.Tauris & Co Ltd, 1988, p. 115.

4. Nakdimon, S. « Rafal (surnom de Rafael Eytan): We Should Tell the Arabs, are You Having a Hard Time Living with US ? you have 22 States », *Yediot Aharonot*, 7 août 1983; Benjamin Beit-Hallahmi, *The Israeli Connection, op. cit.*, p. 115.

5. Nathan Weinstock, *Le sionisme contre Israël; op.cit.*, pp. 154-155.

6. Les pays qui ont rompu leurs relations avec Israël sont: Guinée (6 juin 1967) ; Ouganda (30 mars 1972) ; Tchad (28 novembre 1972) ; Congo Brazzaville (5 décembre 1972) ; Niger (10 décembre 1972) ; Mali (5 janvier 1973) ; Burundi (16 mai 1973) ; Togo (21 septembre 1973) ; Zaïre (4 octobre 1973) ; Bénin (6 octobre 1973) ; Rwanda (9 octobre 1973) ; Haute-Volta (11 octobre 1973) ; Cameroun (15 octobre 1973) ; Guinée Équatoriale (15 octobre 1973) ; Tanzanie (18 octobre 1973) ; Madagascar (20 octobre 1973) ; République centrafricaine (21 octobre 1973) ; Éthiopie (23 octobre 1973) ; Nigeria (23 octobre 1973) ; Gambie (26 octobre 1973) ; Ghana (28 octobre 1973) ; Sénégal (30 octobre 1973) ; Gabon (30 octobre 1973) ; Sierra Leone (30 octobre 1973) ; Kenya (1 novembre 1973) ; Liberia (2 novembre 1973) ; Côte-d'Ivoire (8 novembre 1973) ; Botswana (13 novembre 1973) ; île Maurice (Mai 1976). En revanche, Malawi, Lesotho et Swaziland n'ont pas rompu leur relation avec Israël ; (voir, Benjamin Beit Hallahmi, *The Israeli Connection ..., op. cit.*, p. 42.)

Après cette rupture des relations diplomatiques, le ministre israélien des Affaires étrangères Abba Eban (le même qui avait soutenu auparavant les mouvements de libération africaine) élève, en mars 1974, au rang d'ambassade la délégation israélienne en Afrique du Sud<sup>1</sup>.

*« Les seuls fidèles, ou les derniers indifférents, restent le Malawi, le Botswana, le Swaziland, le Lesotho et l'Afrique du Sud. Comme si l'Afrique du Sud ségrégationniste était l'alliée dont rêvait Israël ! »*<sup>2</sup>.

Si les relations avec l'Afrique du Sud sont encombrantes, elles apparaissent stratégiques pour l'avenir de Tel-Aviv, qui désormais cherchera à justifier sa politique à l'égard de Pretoria :

*« L'avantage d'être excommunié, c'est que l'on a plus rien à perdre et qu'on peut dire ce qu'on pense (...). Si j'ai à choisir entre l'amitié avec l'Afrique noire, telle qu'elle est, et l'amitié avec une nation blanche, qui connaît l'ordre et la prospérité, et où vit une communauté juive florissante, je choisis l'Afrique du Sud »*<sup>3</sup>, déclare Abba Eban ministre israélien des Affaires étrangères. Il est lui-même d'origine sud-africaine.

Tel-Aviv considère de toute façon que la présence des Juifs en Afrique du Sud justifie ses relations avec Pretoria. Mais, pour les États africains, Israël a tout simplement pris fait et cause pour l'apartheid et doit assumer les conséquences de cette prise de position sur le plan diplomatique. Les États voisins de l'Afrique du Sud, comme la Zambie, accusent l'État juif d'entraîner les troupes sud-africaines pour combattre les mouvements de libération africaine et l'ANC en particulier<sup>4</sup>.

Dès 1960, Yaakov Meridor, chef du parti ultra-nationaliste Herut, déclare que son parti soutient clairement la politique sud-africaine<sup>5</sup>. Devenu ministre de l'économie sous le gouvernement de Menahem Begin en 1981, Meridor réitère son soutien au régime sud-africain. En 1974, Moshé Dayan, s'était rendu en visite en Afrique du Sud pour admirer « une grande civilisation »<sup>6</sup>. En 1976, le Premier ministre israélien Itzhak Rabin déclarait que son pays et l'Afrique du Sud font face aux mêmes problèmes d'insécurité et de rejet. Et, pour l'ambassadeur israélien, Yitzhak Unna :

*« L'Afrique du Sud doit être considérée dans ses valeurs spéciales qui sont celles du monde libre dont il fait partie »*<sup>1</sup>.

Ce rapprochement des points de vue justifiera en partie les alliances.

1. Yosef Lapid, *Maariv*, 14 mars 1974.

2. Jacques Derogy et Jean-Noël Gurgand, *Israël, la mort en face*, op. cit., p. 262.

3. *Maariv*, 14 mars 1974.

4. *The Guardian*, Londres, 8 mars 1974.

5. Michael Brecher, *The Foreign Policy System of Israel*, op. cit.

6. Joseph B., *Benighted Bedfellows : Israel and the Land of Apartheid*, Westport Conn, Greenwood, 1987.



### III- SUR LE PLAN ECONOMIQUE

Déjà, avant la rupture des relations diplomatiques et commerciales entre Israël et les pays africains, l'Afrique du Sud, fournisseur des pierres brutes pour l'industrie diamantaire israélienne, constituait le premier marché pour Tel-Aviv. Car les exportations de pierres taillées représentaient, pour l'économie israélienne, plus du double de celle des agrumes<sup>2</sup>.

En 1964, la balance commerciale d'Israël avec l'Afrique du Sud était déficitaire (-2,65 %) ; en 1973, date de la rupture avec les États africains, elle est excédentaire de (+ 15, 52 %)<sup>3</sup>.

Ces relations se situent sur le plan gouvernemental, syndical, mais aussi avec les bantoustans (territoires autonomes) d'Afrique du Sud. Elles concernent aussi bien les investissements des juifs sud-africains en Israël que les accords de coopération (renouvelables tous les deux ans) ceux-ci donnent à Israël l'exclusivité des droits de pêche sur certaines eaux sud-africaines, mais permettent aussi l'exportation des produits sud-africains via le marché israélien<sup>4</sup>.

La Histadrut, qui contrôle, à l'époque, en Israël 32 % de la production industrielle, 88 % de la production agricole, 33 % du capital des banques, est bien implantée en Afrique du Sud, par le biais de sa filiale Koor. D'autres compagnies israéliennes comme El-Al, Zim Shipping Company, Dead Sea Chemical Works et Motorola Israël, ont pignon sur rue en Afrique du Sud.

Les Kibbutz (communes socialistes) tels que Negba, Haogen, Evron, Dan, Dalia, Ramot-Menashe, Merhavia, Ein Hashofet, Gaash, Ramat-Hashofet, Beit-Zera et Mishmar-Haemek, tous dépendants de Hakibbutz-Haartzi, la Fédération de gauche des Kibbutz, vendent leurs productions à l'Afrique du Sud.

En 1974, le gouvernement sud-africain crée une « cioyenneté bantoue ». En 1976, dix bantoustans deviennent « indépendants » et leurs populations perdent du coup la nationalité sud-africaine.

Avec les bantoustans déclarés « indépendants » (Baphuthatswana, Venda, Transkei et Ciskei), les relations avec Israël seront plus intenses. Mais même les autres bantoustans promis à l'« autonomes » (Lebowa, Kwa Ndebele, Gazankulu, Qwaqwa et Kwazulu), inconnus du monde entier, sont déjà connus en Israël.

Selon Benjamin Beit-Hallahmi, en 1980, la compagnie téléphonique israélienne Bezek semble même considérer le Ciskei, le Transkei et le Bophuthastwana comme des États indépendants : elle les liste comme tel dans son annuaire téléphonique international.

---

<sup>1</sup>. United Nations Centre Against Apartheid, Special report, General Assembly Supplement n° 22 A, A/34/22/add.1., New York, 1980.

<sup>2</sup>. Nathan Weinstock, *Le sionisme contre Israël*, op. cit., p. 444.

<sup>3</sup>. Sources: *Statistical Abstract of Israel, Foreign Trade Section*, Jérusalem, The Central Bureau of Statistics of the Israel Government, 1973.

<sup>4</sup>. Benjamin Beit-Hallahmi, *The Israeli Connection*, op. cit., p.138.

Lorsque le Transkei devient « indépendant » en 1970, Israël va l'aider à créer un nouveau gouvernement. Joseph Ben Dak, professeur de Sciences politiques en Israël, devient membre du gouvernement de Transkei. Lors des élections de 1977, Ruth Dayan, première femme de Moshe Dayan, se portera candidate aux élections législatives du Transkei sur la liste de la « paix ».

En 1981, le « président » de Bophuthatswana se rend en Israël où il est reçu par le chef du Parti travailliste, Shimon Peres<sup>1</sup>. En 1983, le « président » du Ciskei, Lennox Sebe, effectue plusieurs visites en Israël, où les autorités de l'État le reçoivent. Les investisseurs israéliens au Ciskei sont nombreux. Yoram Aridor, ministre de Finances sous le gouvernement Begin (1980-1983) y a investi dans l'automobile. Les compagnies israéliennes Incoba et Koor, y sont bien implantées.

En décembre 1980, Patrick Mphephu, le « président » de Venda (un bantoustan promis à l'« indépendance ») se rend en Israël. Accompagné de ses « ministres », il reçoit les clefs de la ville d'Haï fa, malgré les protestations du ministre de l'information du Lesotho, Desmond Sixishe, qui considère que tout ce qui renforce les « bantoustans » constitue un soutien au régime sud-africain<sup>2</sup>.

Mais les stratèges israéliens estiment que les raisons stratégiques doivent primer sur toute autre considération : Tel-Aviv est jumelée avec Johannesburg, Haï fa avec Cap Town, Saint-Jean d'Accre (Acco) avec Simonstown, Eilat avec Durban, Ashkelon avec Port-Elisabeth et les colonies d'Ariel (en Cisjordanie) avec Bisho, la capitale du Bantoustan du Ciskei<sup>3</sup>.

Entre 1968 et 1978, l'Afrique du Sud a dépensé près de 160 millions de dollars pour améliorer son image à l'étranger (et plus particulièrement aux États-Unis) en faisant appel à des filières israéliennes<sup>4</sup>.

Les relations israélo-sud-africaines font néanmoins débat en Israël : certains les considèrent comme vitales pour l'État hébreu compte-tenu de l'importance des échanges : les exportations israéliennes (en million de dollars) vers l'Afrique du Sud sont passées de 1,9 en 1960 ; 10,7 en 1970; 79 en 1980 et 96,5 en 1990.

Dans le même temps les importations (en million de dollars), ne cessent de progresser : 6,3 en 1960; 10,2 en 1970; 118,7 en 1980 et 221,7 en 1990<sup>5</sup>.

D'autres les jugent néfastes pour Tel-Aviv du fait des contraintes diplomatiques que cela engendre.

---

1. Karny, J. « Embracing Apartheid in Public », *Davar* 31 août 1981.

2. Brilliant J., « Lesotho Minister Complains : Israel aid South Africa Phony Black States », *Jerusalem Post*, 19 septembre 1984, p. 3.

3. Benjamin Beit-Hallahmi, *The Israeli Connection*, op. cit., p. 150.

4. Bloch J., and Weir A., « The Adventures of the Brothers Kimche », *Middle East*, avril 1982, p. 155 ; Stone P. H.; « Muldergate on Madison Avenue » *Nation*, 14 avril 1979, p. 391.

5. Voir *Statistical Abstract of Israel*, 2003, p. 16-5.

Les statistiques officielles ne reflètent pas réellement l'ampleur du commerce entre les deux pays : elles ne prennent pas en considération le commerce des diamants (enregistré sous le titre vague de commerce avec l'Afrique). Or, si on prend en considération les diamants voici ce qu'on apprend : En Israël, l'exportation des diamants n'a cessé de progresser : 1 milliard de dollars en 1981, 1,5 milliard en 1986, 2 milliards en 1987 et 3, 236 milliards en 1990.

Or, l'Afrique du sud est un des grands fournisseurs du diamant brut à Israël. Si les statistiques officielles sont relativement muettes sur la période «apartheid» les données recueillies après la fin du régime blanc sud-africain en dit long sur ses échanges.

De plus, les statistiques officielles n'englobent pas les produits importés d'Afrique du Sud (jus de pomme, bière, etc.) et commercialisés sous un label israélien<sup>1</sup>, ou encore les importations d'uranium, de minerais de fer ou de charbon.

Certains critiques israéliens attirent l'attention du gouvernement sur la dangerosité de la dépendance de l'État hébreu à l'égard de l'Afrique du Sud. Il est vrai que, depuis 1976, certains accords liant les deux États relèvent du secret. Par exemple, le transfert des fonds des Juifs sud-africains vers Israël, négocié annuellement, s'élevait à plus de 100 millions de dollars durant les années 1970-1980<sup>2</sup>. En 1987, Naomi Chazan note que près de 600 industries israéliennes entretiennent des relations commerciales avec l'Afrique du Sud<sup>3</sup>.

Autant de faits qui alimentent la bataille des Arabes pour isoler Israël en Afrique. Mais l'alliance même entre Tel-Aviv et Pretoria suffit à verrouiller l'influence israélienne sur le continent noir.

#### IV- L'APRES APARTHEID

La chute du mur de Berlin (1989) annonce le début d'une ère nouvelle : l'effondrement de l'ex-URSS et l'émergence des États-Unis comme seule superpuissance, gendarme du monde. En Afrique, cette période marque aussi la fin du système d'apartheid (1990). Mais, la fin du régime implique l'intégration de l'Afrique du Sud dans l'économie globale. Ce qui entraîne un accroissement des importations avec une balance commerciale déficitaire de 12,6 milliards de rand en 1995 et 8,5 milliards de rand en 1996<sup>4</sup>. Ce déficit est notamment dû à la faiblesse des investissements étrangers.

En Afrique du Sud, l'arrivée de l'ANC au pouvoir, en 1994, révisé la politique extérieure du pays notamment avec l'ouverture sur les pays africains et européens. Au Proche-Orient, le gouvernement

---

<sup>1</sup>. *Jerusalem Post*, 24 octobre 1985 ; *Maariv*, 11 septembre 1985.

<sup>2</sup>. *Haaretz*, 6 septembre 1985.

<sup>3</sup>. *Israeli Perspectives on the Israel-South Africa Relationship*, op. cit., p. 12.

<sup>4</sup>. Vishnu Padayachee, *South Africa's Re-entry Into the Global Economy : A Review and Critique of Post-1990 Strategies of Reintegration*, CSDS Working Paper N° 14, University of Natal Durban, 1997, p.

prône une politique favorable à la création d'un Etat palestinien sans toutefois modifier fondamentalement les relations avec Israël.

Un rééquilibrage politique s'opère aussi en faveur des États arabes, au risque d'irriter l'administration Clinton dont la stratégie consistait à isoler certains États « voyous ». Parmi lesquels, la Libye, l'Irak et l'Iran. Or, l'Iran est un grand partenaire du nouveau gouvernement sud-africain auquel Téhéran fournit 90 % de son pétrole<sup>1</sup>.

Le gouvernement de Nelson Mandela, reconnaissant à l'égard de ceux qui l'on soutenu durant le combat contre l'apartheid, améliore ses relations avec la Libye et la Syrie. Il s'agit d'un changement significatif de la stratégie de l'Afrique du Sud. Car jusqu'en 1992, Israël était son seul partenaire au Moyen-Orient.

Désormais, le gouvernement sud-africain subdivise cette région en deux zones : le Levant (Israël, Irak, Jordanie, Liban, Palestine et Syrie) et le golfe Arabo-Persique (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Iran et Yémen).

C'est à cette deuxième zone que Pretoria consacre le plus d'attention. Ainsi, en mai 1998, un accord de coopération élargie (portant sur l'agriculture, les mines, l'électricité, la construction et le commerce) est signé entre l'Afrique du Sud, le Yémen et l'Arabie Saoudite.

En novembre 1998, les députés sud-africains, conduits par l'actuel président Thabo Mbeki, se rendent en Arabie saoudite afin de renforcer les relations entre les deux pays. L'ex-président Nelson Mandela est le premier invité non-arabe au sommet annuel du Conseil de coopération du Golfe (CCG)<sup>2</sup>.

Par ailleurs, si la position israélienne (surtout dans le domaine de la coopération militaire) est solidement établie en Afrique du Sud, elle reste cependant fortement concurrencée, là aussi, par la Russie. Après l'élection de Thabo Mbeki en juin 1999, et l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en Russie, en mai 2000, les relations Moscou-Pretoria connaissent un coup d'accélérateur qui fait l'objet d'un accord de coopération, signé en juillet 1995<sup>3</sup>.

Sur le plan économique, l'Afrique du Sud est restée un grand partenaire d'Israël, bien que les exportations israéliennes vers l'Afrique du Sud connaissent un léger fléchissement depuis l'année 2000 de 269,5 millions de dollars en 2000; 166,4 (millions de dollars) en 2001 et 164,2 millions de dollars (en 2002). Alors que parallèlement les importations passent de 287,1 millions de dollars (en 2000) à 345,9 millions de dollars en 2001 pour enfin chuter 234,8 millions de dollars en 2002<sup>4</sup>. Autrement dit, ces

1. Obiodun Onadipe, « The Evolving Foreign Policy », *West Africa*, Londres 28 octobre- 3 novembre 1996 pp. 1673-1674.

2. Le Conseil de coopération du Golfe regroupe Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar : *South Africa Yearbook*, Pretoria, 1999, pp. 187-189.

3. Greg Mills and Sara Pienaar, « Nazdoravya ? Russian-South African defence and technologie ties », in *African Security Review*, vol. 9, 2000, n° 4, pp. 82-86.

4. Lire *Statistical Abstract of Israel*, 2003, p. 16.5

relations économiques évoluent aussi en fonction du contexte politique en Israël. Depuis la seconde *intifada*, l'économie israélienne est, dans l'ensemble, morose.

La discordance entre les deux Etats est apparue au grand jour lors de la conférence de la Conférence de l'ONU contre le racisme qui s'est tenu à Durban (31 août-7 septembre 2001). Les pays africains et arabes ont adopté une position commune pour condamner la politique israélienne dans les territoires occupés. Faute de trouver un point d'entente entre les différentes revendications, Israéliens et Américains ont choisi de quitter la conférence<sup>1</sup>.

Dors et déjà la conférence de Durban apparaît comme celle des frustrations et des incompréhensions. Et cela en dit long sur l'évolution des relations israélo-africaines en générale.

Le 28 mars 2002, Ariel Sharon lance l'« opération Rempart » : la plus vaste opération militaire israélienne contre les villes palestiniennes et les camps de réfugiés depuis 1967. Présenté comme une riposte au « terrorisme », elle apparaît aux Arabes comme une « réponse » au plan de paix arabe proposé, le 19 février 2002, par le prince héritier saoudien Abdallah Ben Abdelaziz et entériné par le sommet arabe du 28 mars.

Imitant George Walker Bush, Ariel Sharon va, lui aussi, définir son « axe de Mal » : son « Ben Laden » n'est autre que Yasser Arafat qu'il considère désormais comme le « chef des terroristes ». Voilà qui aggrave la tension entre Israël et l'Afrique du Sud dont les dirigeants ne cachent pas leur estime à Yasser Arafat.

Cette intensification de la violence, va susciter de nombreuses condamnations. En Afrique, où les États considèrent que la lutte contre le « terrorisme » ne doit pas se faire au détriment de la lutte pour les droits nationaux et « contre les inégalités », les réactions aux interventions israéliennes dans les territoires occupés ne se sont pas fait attendre.

Le président sud-africain Thabo Mbeki annonce qu'il est intervenu auprès de son homologue George W. Bush, à la demande de Yasser Arafat, pour que les États-unis usent de leur influence dans le but d'apaiser les tensions, afin que les « Israéliens se retirent du quartier-général d'Arafat » :

*« La réalité est qu'aucun degré de violence résoudra ce problème. Plus on recourt à la violence, plus la situation s'aggrave »* a déclaré Thabo Mbeki<sup>1</sup>.

En tant que président du mouvement des pays Non-Alignés, l'Afrique du Sud annonçait, le 30 avril 2002 que son ministre des Affaires étrangères, Nkosazana Dlamini-Zuma, dirigerait une délégation des ministres du mouvement qui se rendrait au Proche-Orient pour rencontrer Yasser Arafat. La conférence des pays non-alignés avait en effet appelé au « *retrait immédiat et total des forces d'occupations israéliennes des villes palestiniennes* ». Aziz Pahad, vice-ministre sud-africain des

---

<sup>1</sup>. Alhadji Bouba Nouhou, « l'Afrique et le conflit du Proche-Orient », in *Revue d'études palestiniennes*, nouvelle série n° 83, printemps 2002, pp. 67-73.

Affaires étrangères ajoutait que la visite serait « l'occasion d'exprimer la condamnation totale de ce qui est arrivé dans les territoires occupés »<sup>2</sup>.

Faute de pouvoir peser sur les événements, l'Afrique du Sud appelle au respect du droit international. Mais cela démontre aussi que ni les relations ininterrompue avec Israël, ni la stature morale de l'Afrique du Sud ne sont suffisant pour conférer à l'Afrique du sud un poids politique dans le conflit Israélo-palestinienne. D'autant plus qu'en Afrique même, le retour en force<sup>3</sup> de la Libye sur la scène politique africaine et internationale risque d'amoindrir l'influence sud-africaine.

Et si l'Afrique du sud reste un partenaire économique (et non politique) pour le gouvernement israélien, l'Etat hébreu le considère avant tout comme une « réserve » de population pour remporter la bataille démographique face aux arabes israéliens. Entre 1990 et 2002, 3640 juifs sud-africains ont immigrés en Israël<sup>4</sup>.

*Centre Europe-Tiers Monde (CETIM)*

*Rue Amat 6*

*1202 Genève*

*Suisse*

*www.cetim.ch*

---

<sup>1</sup>. AFP Afrique, Bulletin quotidien d'Afrique (BQA) 02/04/02, n° 16176, p. 68.

<sup>2</sup>. AFP Afrique, BQA 02/05/02, n° 16197, p. 3.

<sup>3</sup>. Rappelons qu'en 1992, le Conseil de sécurité de l'ONU, devant le refus du gouvernement libyen de collaborer aux enquêtes sur les attentats terroristes, décrète un embargo aérien et militaire (renforcé en 1993). Mais la Libye va normaliser, en 1994, ses relations avec le Tchad en se retirant de la bande d'Aouzou, qu'elle occupait depuis 1973. En 1999, l'embargo contre Tripoli est levé.

<sup>4</sup>. *Statistical Abstract of Israel*, 2003, p. 16.6.